

Print

Attentats de Paris : la responsabilité écrasante de l'exécutif français

Par [Guillaume Borel](#)

Mondialisation.ca, 15 novembre 2015

[arretsurinfo.ch](#)

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/attentats-de-paris-la-responsabilite-ecrasante-de-lexecutif-francais/5489315>



La vague d'attentats sans précédent qui a touché Paris hier soir et qui aurait fait, selon un premier bilan, [au moins 127 morts](#), est la conséquence directe de la politique étrangère menée par la France en Syrie et qui vise moins la lutte contre le terrorisme salafiste que la destruction de ce pays et le renversement du président Bachar-al-Assad.

Si plusieurs auteurs du carnage perpétré dans la salle de concert du Bataclan auraient déclaré, selon des témoins : « *C'est la faute de Hollande, c'est la faute de votre président, il n'a pas à intervenir en Syrie* », il faut ici rappeler quelle a été la réalité de la politique française dans ce pays

depuis le début du conflit en 2011.

La république française, comme le révèle le président François Hollande [dans un entretien avec le journaliste Xavier Panon](#), a en effet fourni des armes aux « rebelles » syriens dès 2012. Par l'intermédiaire de la DGSE, ce sont des canons de 20 mm, mitrailleuses, lance-roquettes, missiles anti-chars qui auraient été livrés aux rebelles dits « modérés », en violation de l'embargo mis en place l'été 2011 par l'Union Européenne.

Un conseiller de l'Elysée admet également auprès de Xavier Panon :

« *Oui, nous fournissons ce dont ils ont besoin, mais dans la limite de nos moyens et en fonction de notre évaluation de la situation. Dans la clandestinité, vous ne pouvez agir qu'à petite échelle. À moyens limités, objectifs limités.* »

La France aurait également envoyé des forces spéciales sur le terrain destinées à la formation et au soutien opérationnel des combattants.

En mars 2012, treize officiers français ont ainsi [été capturés par l'armée syrienne](#) lors de la reprise du califat islamique instauré dans le quartier de Baba Amr à Homs par la brigade Al-Farsouq et Al-Waleed. Cette dernière a ensuite [rejoint les rangs de l'Etat Islamique](#).

Le président Hollande, cité par le journal [Le Monde](#) a encore confié en août 2014 :

« *Nous ne devons pas relâcher le soutien que nous avons accordé à ces rebelles qui sont **les seuls à participer à l'esprit démocratique.*** »

Alors que le président Syrien Bachar-al-Assad a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de rebelles « modérés » sur le terrain, on peut s'interroger sur la véritable nature des groupes rebelles soutenus et armés par l'état français depuis 2012. Le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius a déclaré à ce propos en 2012 que le Front Al-nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, « [faisait du bon boulot](#) »... Une plainte de victimes syriennes des groupes rebelles a d'ailleurs été déposée à l'encontre du ministre français à ce sujet auprès du tribunal administratif de Paris pour « *les fautes personnelles commises par le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, dans ses fonctions.* »

Dans un rapport de 2012 l'agence de renseignement militaire américaine (DIA) avançait déjà que le soutien aux rebelles dits « modérés » [profitait en réalité essentiellement à l'Etat Islamique](#). Selon le directeur de l'agence, le général Flynn le soutien indirect des USA et de la coalition occidentale à l'Etat Islamique « était une décision intentionnelle ». Dans un précédent article sur le rôle trouble de la coalition occidentale en Irak et en Syrie, j'avais également pointé différents éléments factuels qui montraient [le soutien et la collaboration opérationnelle de la Turquie, des états-unis et d'Israël avec différents groupes djihadistes](#).

Ces différents éléments montrent assez clairement que la coalition occidentale, dont fait partie la France, a mené une politique de soutien à divers groupes djihadistes en Syrie dans l'objectif de renverser le président Bachar-al-Assad, sous couvert de la fiction de l'aide apportée à des groupes fictifs de rebelles « modérés ».

La véritable nature de ces prétendus groupes rebelles a été récemment mise en lumière par l'intervention russe qui a entraîné [un déchaînement de protestations de la part des chancelleries occidentales](#) au motif que les frappes aériennes auraient visé les rebelles soutenus par l'Occident. Or, les groupes frappés par l'aviation russe appartenaient à l'*Armée de la Conquête*, qui regroupe notamment le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda et des groupes islamistes comme Ahrar al-Cham.

Il est malheureusement fort peu probable que le soutien de l'exécutif français aux groupes djihadistes en Syrie soit dénoncé à la lumière de cette vague d'attentats sans précédents, qui constitue pourtant son aboutissement logique et prévisible. Le chaos auquel a été réduite la Syrie et la prolifération des groupes djihadistes sont en effet le résultat direct de la politique étrangère française au Proche et Moyen-Orient.

Alors que lors des précédents attentats de janvier dernier, l'exécutif avait érigé le réseau Internet, qui aurait favorisé« l'auto-radicalisation » des terroristes, présentés à l'époque de manière mensongère comme des « loups solitaires », en [boucs émissaires censés masquer les lacunes et les incompétences des services de renseignement et de sécurité français](#), et instauré des dispositifs de surveillance de masse des citoyens, cette politique visant essentiellement les libertés individuelles, a montré aujourd'hui son inanité. Il est pour autant fort peu probable que les responsables des services de sécurité, dont le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve – qui ont une fois de plus failli à leur mission – aient à rendre des comptes. Le gouvernement et la classe politique, à quelques exceptions près, se retranchent une fois de plus derrière l'émotion et l'injonction à « l'unité nationale ». Pourtant, les mêmes qui aujourd'hui ont décrété l'état d'urgence et le rétablissement des contrôles aux frontières s'engageaient il y a quelques semaines à peine à participer à l'accueil des migrants syriens, au nom de principes humanitaires, et ce malgré les réserves de l'agence de coopération européenne Eurojust qui affirmait [que le trafic clandestin entretenait des liens étroits avec les organisations terroristes en Syrie](#) :

« *C'est une situation alarmante parce que nous voyons clairement que le trafic est destiné à financer le terrorisme et que les passeurs sont utilisés parfois pour mener des infiltrations par les membres de l'Etat Islamique.* »

Si comme le dit le président François Hollande, la France est « en guerre » aujourd'hui, elle le doit donc pour l'essentiel aux incompétences de l'exécutif et aux incohérences criminelles de la politique étrangère française qui a soutenu et armé les groupes djihadistes ayant plongé la Syrie dans le chaos ...

Guillaume Borel

14 novembre 2015

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Guillaume Borel, arretsurinfo.ch, 2015